



Genève EN BREF

Survol des négociations commerciales bilatérales, plurilatérales et multilatérales

Charles Akande, rédacteur

Les États-Unis et l'Inde s'entendent sur la facilitation des échanges, ce qui ouvre la voie au reste du paquet de Bali et au programme de travail de l'après-Bali

Après d'intenses négociations bilatérales entre les négociateurs des États-Unis et de l'Inde à Genève, les deux principaux protagonistes de la discussion sur la facilitation des échanges (FE) ont annoncé le 13 novembre qu'ils sont parvenus à un accord sur un ensemble de mesures destinées à sortir la FE de l'impasse.

Les dirigeants des deux pays, en l'occurrence le président Barack Obama et le premier ministre Narendra Modi, ont enjoint à leurs représentants du commerce de régler les problèmes à Genève, lorsque le premier ministre Modi s'est rendu à Washington le 30 septembre. Cependant, cela ne s'est pas concrétisé immédiatement par une percée à l'OMC, car les membres avaient du mal à trouver la bonne voie pour sortir de l'impasse.

Cependant, au début de novembre, les membres de l'OMC ont commencé à s'exprimer avec optimisme au sujet d'un éventuel règlement, après que l'Inde eut déclaré à la réunion des chefs de délégation du 31 octobre qu'elle examinait d'autres approches devant aboutir à la mise en œuvre de la FE, et exhorté les membres à éviter temporairement de chercher d'autres approches. Par la même occasion, l'Inde avait déclaré qu'elle était prête à faire un pas dans le sens d'une résolution de la crise d'une façon qui répond aux attentes des membres.

Un membre a expliqué que l'atmosphère optimiste est née après que le ministre Narendra Modi, qui n'avait précédemment pas fait de cas de la question, eut convoqué une réunion avec ses représentants du commerce au sujet de la facilitation des échanges et de la sécurité alimentaire. M. Modi, d'ajouter le représentant, doit avoir commencé à sentir la pression parce que les sommets des dirigeants de haut niveau approchaient à grands pas, notamment le Sommet de la Coopération économique Asie-Pacifique des 10 et

11 novembre à Beijing et celui du G-20 les 15 et 16 novembre à Brisbane. L'Inde s'attendait effectivement qu'on lui reproche de bloquer les négociations multilatérales.

Ceci a incité l'Inde à s'engager davantage avec les États-Unis pour essayer de trouver un moyen de régler la FE, ce qui a abouti à l'annonce du 13 novembre, qui ouvre dorénavant les portes à la reprise des activités à l'OMC, notamment la mise en œuvre du paquet de Bali et du programme de travail de l'après-Bali.

Pas de véritables changements

En un mot, cette percée concerne davantage la sécurité alimentaire que la facilitation des échanges, car l'Inde avait précédemment rendu la mise en œuvre de la FE solidaire d'une solution permanente à la sécurité alimentaire (qui doit être trouvée d'ici la fin de 2014). L'entente du 13 novembre permettra à présent de mettre en œuvre la FE « sans conditions », selon le bureau du représentant au Commerce des États-Unis. Cependant, les deux pays sont convenus de s'abstenir de contester les programmes de sécurité alimentaire de pays en développement dans le cadre du mécanisme de règlement des différends de l'OMC jusqu'à ce qu'une solution permanente soit trouvée. Ceci est semblable à ce dont on était convenu à Bali en décembre dernier, bien qu'à l'époque, les membres eussent ciblé la 11^e Conférence ministérielle (2017) pour trouver une solution permanente.

L'accord entre les États-Unis et l'Inde apporte une clarification supplémentaire en déclarant que la clause de paix pour la sécurité alimentaire restera en place « [traduction] jusqu'à ce qu'une solution permanente au sujet de cette question ait été acceptée et adoptée ». En outre, les membres intensifieront « le programme de travail et les négociations pour parvenir à une telle solution permanente » tout au long de

l'année prochaine, a déclaré le représentant au Commerce des États-Unis, M. Michael Froman.

« [Traduction] Nous avons éliminé toute ambiguïté à Bali au sujet de la durée de la " clause de paix " comme on convient de l'appeler, à condition que les programmes de stockage d'aliments respectent les conditions dont on est convenu à Bali », a déclaré M. Froman lors d'une séance d'information par téléphone le 13 novembre. « Sur la base de cette percée avec l'Inde, nous prévoyons à présent collaborer avec tous les membres de l'OMC et avec le directeur général, M. Roberto Azevêdo, pour dégager un consensus qui permettra de mettre en œuvre intégralement tous les éléments du paquet de Bali qui fait date, y compris l'accord sur la facilitation des échanges », a déclaré avec insistance l'USTR.

La ministre du Commerce et de l'Industrie de l'Inde, M^{me} Nirmala Sitharaman, a déclaré qu'elle était convaincue que les membres de l'OMC « [traduction] feront avancer les choses à l'OMC dans un esprit constructif ». Elle a exhorté l'ensemble des membres à présenter l'accord au « Conseil général au nom de la Conférence ministérielle et d'ouvrir la voie afin d'encourager l'OMC à remporter d'autres succès du même acabit ».

Le directeur général de l'OMC, M. Roberto Azevêdo, a déclaré que selon lui, la percée « [traduction] représente une étape considérable dans les efforts que l'on a déployés pour remettre le paquet de Bali et le système commercial multilatéral sur les rails », et il a exhorté les membres à redoubler d'efforts afin de réduire le plus possible les retards provoqués par le borbier dans lequel était enlisée la conclusion du programme de travail de l'après-Bali ».

L'ensemble des membres de l'OMC devraient se réunir lors d'une réunion formelle du Conseil général le 26 novembre pour discuter des questions ci-dessus.

Faut-il changer le système décisionnel de l'OMC?

Pendant qu'il était à Brisbane, M. Azevêdo a déclaré qu'il remercie le premier ministre de l'Inde, M. Narendra Modi et le président des États-Unis, M. Barack Obama, pour leur leadership qui a permis de parvenir à une entente sur la facilitation des échanges et la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire, tout en exhortant les dirigeants du G-20 à « agir avec un sentiment d'urgence » et à fournir « un solide soutien pour la mise en œuvre rapide et complète de tous les éléments du paquet de Bali ».

Le directeur général s'est également félicité de l'accord conclu par la Chine et les États-Unis au sujet de l'expansion de l'Accord sur les technologies de l'information (ATI), qui est le premier accord de réductions tarifaires de l'OMC depuis 17 ans et couvre des produits qui n'étaient pas inclus dans l'ATI initial mis en œuvre en 1997.

« [Traduction] Si nous pouvons, au cours des quelques prochaines semaines, officialiser les deux percées qui se sont produites à Genève, 2014 aura véritablement été une bonne année pour l'OMC et pour le multilatéralisme. Cela donnerait un aperçu de ce que l'OMC peut faire pour soutenir les emplois, la croissance et le développement dans l'économie mondiale. »

Entretemps, dans la déclaration qu'ils ont diffusée après le sommet de Brisbane, les dirigeants du G-20 ont appelé à une « OMC solide et efficace qui répond aux défis actuels et futurs ». Le groupe a déclaré qu'il était convenu de discuter « des moyens de faire mieux fonctionner le système », lorsqu'il se réunira de nouveau en 2015. Bien que la déclaration n'ait pas été jusqu'à détailler quels changements les dirigeants cherchent à apporter pour améliorer le système de l'OMC, certains observateurs commerciaux se demandent s'il s'agissait d'un pas qu'ils ont franchi pour s'attaquer au sacrosaint système décisionnel de l'organisation, qui repose actuellement sur le consensus. On lui a tiré dessus à boulets rouges lorsqu'un petit groupe de pays, parmi lesquels l'Inde, la Bolivie et le Venezuela, a décidé de bloquer le consensus à la mise en œuvre de la FE en juillet dernier.

PROCHAINS ÉVÉNEMENTS PRINCIPAUX

- Mise en œuvre des consultations sur le paquet de Bali, 19 novembre
- Conseil général de l'OMC, 26 novembre, 10-11 décembre
- Réunion éventuelle des négociateurs principaux du PTP, décembre (à confirmer)

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez visiter les sites producteurslaitiers.ca, producteursdepoulet.ca, producteursdoeufs.ca, leseleveursdedindonducanada.ca, chep-poic.ca

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

